Conseil municipal du 23 mars 2018

L'an deux mil dix-huit le vingt-trois mars, le Conseil Municipal dûment convoqué le 20 mars 2018, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Mme Isabelle DUGELET, Maire.

Présents : Isabelle DUGELET, Philippe MONCORGÉ, Pierre NOYEL, Philippe POULETTE, Marcel FERAILLE, Simone TRY, Damien PETIT, Jérôme ROSNOBLET, Clarisse DECHELETTE

Absents excusés : Olivier ARTHAUD, Claire Anne LABROSSE, Sylvie CLAUZEL, Michaël VERMOREL

2 pouvoirs : Claire Anne LABROSSE à Pierre NOYEL, Michaël VERMOREL à Isabelle DUGELET

Le précédent compte rendu est approuvé à l'unanimité.

Secrétaire de séance : Damien PETIT

Ajout à l'ordre du jour : - Règlement de location salle d'animation

1. Restructuration de l'école publique – Mise à jour des demandes de subvention et avancée du projet

Mme le maire présente le montant du nouveau devis estimatif prenant en compte le désamiantage et les divers travaux supplémentaires à prévoir. Le nouveau montant global de l'opération de restructuration de l'école publique s'élève donc à 1 017 876 €HT.

Elle précise que la commune a reçu l'accord de l'ACEL pour la location du bâtiment de l'école privée à partir du 1^{er} août 2018 jusqu'au 31 juillet 2019. Les conditions restent à définir. Le bâtiment sera loué nu, sans mobilier car l'enseignement catholique souhaite récupérer le matériel dès la fin d'année scolaire. Il sera donc nécessaire de prévoir l'achat de mobilier pour la rentrée 2018 ou commencer l'année scolaire avec du matériel de récupération pour faire les achats groupés afin de bénéficier d'un meilleur tarif et pour une meilleure homogénéité. Du matériel a été prêté à l'école privée lors de la germination des écoles pour faciliter le travail des enseignants. Ce matériel devra être répertorié pour être récupéré en fin d'année scolaire.

Le déménagement de la classe de Monsieur PELOUX est prévu aux vacances de Pâques. Les travaux devraient débuter début juin.

Une réunion va être prévue avec les utilisateurs de salles communales afin de réorganiser les activités dans les salles disponibles. Les mariages et les conseils municipaux devront être transférés à la salle de la Volière durant les travaux. Selon les premières prévisions de l'architecte, les travaux devraient se terminer mi-janvier 2019, ce qui laissera le temps d'équiper le bâtiment avant un éventuel emménagement aux vacances de février 2019.

Deux nouveaux postes d'enseignants sont ouverts au mouvement qui était clôturé au 16 mars. Nous devrions connaître prochainement les enseignants nommés sur notre école à la rentrée. Monsieur PELOUX ne conservera pas sa place de directeur d'école à la rentrée 2018. Des spécificités particulières sont exigées par l'académie pour être directeur d'une école avec plusieurs classes.

Mme le maire précise qu'afin d'actualiser les demandes de subventions DETR et FSIL attribuées par le sous-préfet, il est indispensable de prendre de nouvelles délibérations pour chaque subvention pour approuver les nouveaux montants et la poursuite du projet.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité des membres présents :

- de poursuivre le lancement du projet de restructuration de l'école publique malgré l'augmentation prévisionnelle du coût des travaux liés à la présence d'amiante et les divers ajouts (y compris ceux en option) selon le coût énoncé ci-dessus

- de charger Mme le maire de transmettre le coût estimatif réel à la sous-préfecture pour modifier la demande de subvention DETR et FSIL

2. Affectation des résultats et vote des budgets 2018

Mme le maire propose l'affectation des résultats 2017 sur les budgets 2018 comme suit pour les deux budgets :

BUDGET COMMUNAL :

AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE	
Résultat de fonctionnement	
<u>A Résultat de l'exercice</u> précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	95 870,21 €
<u>B Résultats antérieurs reportés</u> ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	158 154,69 €
C Résultat à affecter = A+B (hors restes à réaliser) (Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)	254 024,90 €
<u>D Solde d'exécution d'investissement</u>	-78 721,08 €
<u>E Solde des restes à réaliser d'investissement (4)</u>	-30 134,49 €
Besoin de financement F	=D+E -108 855,57 €
AFFECTATION = C	=G+H 254 024,90 €
1) Affectation en réserves R 1068 en investissement G = au minimum, couverture du besoin de financement F	108 855,57 €
2) H Report en fonctionnement R 002 (2)	145 169,33 €
DEFICIT REPORTE D 002 (5)	0,00 €

BUDGET ASSAINISSEMENT :

AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE	
<u>a. Résultat de l'exercice</u> précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	4 924,68 €
dont b. Plus values nettes de cession d'éléments d'actif :	0,00 €
<u>c. Résultats antérieurs de l'exercice</u> D 002 du compte administratif (si déficit) R 002 du compte administratif (si excédent)	3 725,08 €
Résultat à affecter : d. = a. + c. (1) (si d. est négatif, report du déficit ligne D 002 ci-dessous)	8 649,76 €
Solde d'exécution de la section d'investissement	
<u>e. Solde d'exécution cumulé d'investissement</u>	-27 603,92 €
<u>f. Solde des restes à réaliser d'investissement</u>	17 792,00 €
Besoin de financement = e. + f.	-9 811,92 €
AFFECTATION (2) = d.	8 649,76 €
1) Affectation en réserves R 1064 en investissement pour le montant des plus values nettes de cession d'actifs (correspond obligatoirement au montant du b.)	0,00 €
2) Affectation en réserves R 1068 en investissement (au minimum pour la couverture du besoin de financement diminué de 1)	8 649,76 €
3) Report en exploitation R 002 Montant éventuellement et exceptionnellement reversé à la collectivité de rattachement (D 672) :	0,00 €
DEFICIT REPORTE D 002 (3)	

BUDGET CCAS

AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE	
Résultat de fonctionnement	
<u>A Résultat de l'exercice</u> précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	-532,03 €
<u>B Résultats antérieurs reportés</u> ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)	3 413,22 €
C Résultat à affecter = A+B (hors restes à réaliser) (Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)	2 881,19 €
<u>D Solde d'exécution d'investissement</u>	0,00 €
<u>E Solde des restes à réaliser d'investissement (4)</u>	0,00 €
Besoin de financement F	=D+E 0,00 €
AFFECTATION = C	=G+H 2 881,19 €
1) Affectation en réserves R 1068 en investissement G = au minimum, couverture du besoin de financement F	0,00 €
2) H Report en fonctionnement R 002 (2)	2 881,19 €
DEFICIT REPORTE D 002 (5)	0,00 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve, à l'unanimité des membres présents, les délibérations d'affectation des résultats 2017 comme indiqué ci-dessus et précise que les résultats du compte administratif 2017 du CCAS seront reportés au budget communal 2018 au vu de la clôture du budget CCAS en 2018.

Mme le maire présente tout d'abord l'état de la dette pour mettre en avant le désendettement de la commune qui permettra un nouvel emprunt pour les travaux de restructuration de l'école. Elle précise qu'une reprise de l'emprunt de la salle des sports va être demandée au Crédit Agricole afin d'étaler la dette pour avoir une échéance annuelle moins lourde.

Le schéma directeur d'assainissement est au stade de la dernière phase, la 3^{ème} et 4^{ème} phase seront présentés lors du prochain conseil municipal. Des travaux de déconnexion des eaux pluviales du bâtiment de l'école seront à prévoir au budget suite aux recommandations émises par le bureau d'étude qui mène ce projet.

La commune a demandé le soutien des archives départementales pour le déplacement des archives communales, actuellement dans le bâtiment de l'école. Monsieur Jean-Philippe TIMM est venu sur place pour donner des conseils sur la conservation des archives. La cave du bâtiment de la mairie a donc été retenue pour héberger les archives communales après un aménagement particulier pour une bonne conservation des archives. Une dalle a donc été coulée par les agents communaux et un déshumidificateur va être installé dans les prochains jours.

Mme le maire présente les budgets primitifs 2018 qui s'équilibrent en dépenses et en recettes comme suit :

- ↘ **BUDGET COMMUNAL**
 Section de Fonctionnement : 592 035,52 €
 Section d'Investissement : 1 374 747,17 €
- ↘ **BUDGET ASSAINISEMENT**
 Section de Fonctionnement : 16 538,06 €
 Section d'Investissement : 54 555,76 €

Le conseil municipal approuve à l'unanimité des membres présents les budgets primitifs comme présentés ci-dessus.

3. SIEL – Renouvellement de la compétence optionnelle « éclairage public »

Mme le maire tient à préciser tout d'abord que la commune a participé à un concours « villes et villages étoilés de France » et a remporté 2 étoiles. Ce travail a été mené grâce au soutien du SIEL. Une remise de prix aura lieu courant juin 2019.

Mme le maire rappelle que la maintenance de l'éclairage public de la commune est gérée par le SIEL par convention signée en 2016. Le SIEL a fixé de nouvelles conditions, ainsi, il propose la signature d'une nouvelle convention incluant les nouvelles dispositions sans attendre la fin de la convention actuelle d'une durée de 6 ans.

Les modalités sont présentées comme suit :

CATEGORIE DE COMMUNE Urbaine = A, B,C Rurale = D, E, F Catégorie de la collectivité = F		INVESTISSEMENT en €/foyer		FONCTIONNEMENT en €/foyer					
		Changement systématique des sources		Maintenance des installations		Nettoyage complémentaire		Maintenance sans plan d'investissement pour la programmation du changement des lampes à vapeur de mercure	
Type maintenance	Catégorie de la commune	Lampe	LED	Lampe	LED	Lampe et LED	Lampe et LED	Lampe	LED
simplifiée	rurale	3.22		16.58	13.45		34.00	Pas concerné	
complète	rurale	4.05	0.00	20.85	18.55	15.00	39.00	22.70	16.35
Invest. 4.05									
Fonct.18.65									
<p>Consommation d'électricité en TTC : 155.81 €/Kva installé + 0.087 €/Kwh consommé</p> <p>.prix fermes (HTT) pour les 3 ans du marché d'achat d'énergie (2016 – 2018)</p> <p>. et majorés en fonction de l'évolution du TURPE, de la CSPE (Contribution au Service Public de l'Electricité), de la TCFE (Taxe sur la Consommation Finale d'Electricité), de la CTA (Contribution Tarifaire d'Acheminement) et de la TVA (5.5% sur l'abonnement et 20% sur la consommation).</p>									
Option pose et dépose des motifs d'illumination temporaire : 117.40000000000001 €/h									
Pas de versement de participation pour une année où l'option n'aurait pas été activée									
Travaux Neufs : taux de participation de la commune : 56 %									

Les montants participatifs sont pour la maintenance et les travaux neufs révisables annuellement sur la base des indices

Où cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- DECIDE d'adhérer pour 6 ans minimum, à compter de l'année 2018, à la compétence optionnelle « Eclairage Public » mise en place par le SIEL, dont le contenu est décrit en annexes
- DECIDE de choisir les options suivantes pour la maintenance des installations :
 - situées sur les voies publiques
 - et les sites et monuments
 - et les terrains de sports
 - Niveau 2 – maintenance simplifiée
- DECIDE de mettre à disposition du SIEL les ouvrages correspondants pour la durée de l'adhésion
- DECIDE que le SIEL assurera la mise à jour des plans pour le suivi des installations d'éclairage public
- DIT que la commune s'engage à verser les participations annuelles correspondantes aux options choisies, ainsi qu'à régler toutes sommes engagées par le SIEL lors des changements systématiques intervenus pendant la durée d'adhésion
- DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2018, et suivants.

4. Règlement de la location de la salle d'animation

Mme le maire rappelle que les salles communales sont mises à disposition des associations gratuitement sans états des lieux, sur la base de la confiance. Or, la commune s'est aperçue de l'absence de toutes les corbeilles à pain et d'une cafetière. Cet incident est regrettable et désagréable pour la commune. La mise à disposition gratuite n'est pas remise en question mais il est important que cet incident ne se reproduise pas.

D'autre part, Isabelle DUGELET fait part d'un désagréable incident qui s'est produit lors de la dernière location de la salle d'animation par un particulier. Deux tarifs ont été votés par le conseil municipal, un tarif pour les habitants de La Gresle et un tarif pour les extérieurs. Or, certains habitants de La Gresle servent de prête nom pour la location de la salle. Isabelle DUGELET estime que c'est inadmissible et demande donc l'avis du conseil municipal quant à l'attitude que la mairie doit adopter vis-à-vis de ce genre de situation et notamment pour la location du weekend du 17 et 18 mars dernier.

Après débat, le conseil municipal décide à l'unanimité des membres présents :

- De modifier le règlement de la salle d'animation en y indiquant que les habitants de La Gresle s'engagent à ne pas servir de prête nom pour l'obtention d'un tarif préférentiel pour les habitants extérieurs au village
- De fixer une taxe équivalente à deux fois la différence entre le tarif habitant de La Gresle et extérieur soit une taxe de 160 € à la personne habitant le village qui a servi de prête nom
- De demander cette taxe de 160 € au locataire de la salle d'animation pour le weekend du 17 et 18 mars 2018

Mme le maire précise que lors de la location de la salle du 17 et 18 mars dernier, une tache importante a été faite sur le sol de la salle d'animation. Il est décidé de ne pas retenir de caution mais de facturer la taxe de 160 € à la personne ayant servi de prête nom.

5. Divers

- Isabelle DUGELET rappelle aux élus qu'ils ont droit au DIF et peuvent bénéficier gratuitement de formations. Elle présente une formation qui aura lieu le 7 juin prochain « les ateliers locaux de l'économie circulaire » au Coteau dans l'entreprise Révillon
- Pierre NOYEL rappelle les travaux en cours des agents communaux : préparation de la dalle pour la cave, aménagement de l'étang du Château pour pêcher autour de la berge face à la route. Les élus en profitent pour saluer les facultés d'Elodie DINOT à changer de tâches.
- Isabelle DUGELET présente plusieurs missions menées actuellement par la communauté de communes :
 - ✚ PCAET (Plan Climat Air Energie Territorial) : des groupes de travail ont été composés pour évaluer les possibilités de réaliser des économies d'énergie sur le territoire
 - ✚ Piscine : Le transfert de la piscine de Charlieu a été voté. La communauté de communes est donc aujourd'hui propriétaire de Charlieu Belmont Communauté. La piscine nécessite de

nombreux travaux. Il est étudié un projet de construction d'une nouvelle piscine car l'ancienne est en zone inondable et ne peut donc pas faire l'objet de travaux. Une priorité sera donnée aux écoles du territoire pour l'accès à la piscine avec probablement un accès gratuit et une prise en charge des frais de transport. Isabelle DUGELET précise qu'à ce jour la moitié des écoles du territoire ne se rendent pas à la piscine.

✚ Convention Territoriale Globale : C'est un diagnostic qui permet d'étudier les besoins sociaux de la population du territoire. Ce projet est mené en lien avec la Caisse d'Allocations Familiales. Cette étude a donné lieu à beaucoup de projets avec les associations pour répondre à ces besoins. (ex : transport solidaire, atelier d'aide pour les aidants)

- Isabelle DUGELET fait part de l'article qui est paru sur le journal concernant la fermeture du restaurant « Le Ptit gresli ». Elle déplore cette fermeture et les raisons qui y ont conduit, et informe qu'un droit de réponse a été fait.

Fin de séance à 22h50

Prochain conseil municipal le jeudi 19 avril 2018, horaire à définir